# L'impact du Brexit sur l'Afrique francophone

Dirk Kohnert [1]

*Et si le Brexit inspirerait l'Afrique ?* [2]




**Résumé**: Alors que l'impact du Brexit sur l'Afrique anglophone était un sujet majeur dans les discussions controversées britanniques sur les avantages et les inconvénients du Brexit, les répercussions possibles sur l'Afrique francophone ont rarement été mentionnées. Pourtant, la gamme d'effet possible du Brexit est impressionnante, y inclut la renaissance des réseaux sociaux progressistes en Afrique francophone. Ces derniers demandent déjà plus de souveraineté politique et économique, par exemple vis-à-vis de la monnaie de plus en plus anachronique du F CFA. Cependant, compte tenu du manque de puissance compensatrice de la Grande-Bretagne au sein de l'UE dans le cas du Brexit, le réseau trouble de la Françafrique pourrait également être revitalisé et consolidé. Enfin, le Brexit et ses effets de propagation pourraient également avoir une incidence négative sur les droits de l'homme acquis, tant en Europe qu'en Afrique. Le retrait du Royaume-Uni en général aura des implications sur l' éthique jusque-là partagée. En fait, le Brexit constitue un pas en arrière dans la promotion d'un climat politique et socioculturel humanitaire. Ce dernier pourrait ressembler dans le futur à celui de l'Afrique du Sud de l'apartheid. Cela inclut la poursuite d'objectifs ultranationalistes et la compromission des droits de l'homme établis, par exemple en ce qui concerne l'inégalité croissante et la croisade contre les infidèles et les étrangers. Plus généralement, le Brexit aura également un impact négatif sur l'éthique acquise concernant la participation populaire, tant en Europe qu'en Afrique.

**Mots-clés**: Brexit, Royaume-Uni, UE, Françafrique, post-colonialisme, développement, commerce international, APD, sécurité, partenariat
**JEL-Codes**: F13, F2, F35, F54, F63, G15, G2, H26, N17, N47, N77, O17, P16, Z13

---

[1] Chercheur associé, Institut des Affaires Africaines (IAA), à l'Institut Allemande des Études Mondiales et Régionales (GIGA), Hambourg. - Version en français de la publication "*The impact of Brexit on Francophone Africa*" à paraître dans *Review of African Political Economy* (ROAPE). Version mise à jour, 7 July 2019.

[2] Cartoon-Source: Brexit & F CFA. *Jeune Afrique*, 24 June 2016. - Annick Kamgang, dite KAM, est une dessinatrice franco-camerounaise. - CPI = Cours Pénale Internationale,- CFA = F CFA, monnaie commune des anciennes colonies africaines, françaises.

## 1. Introduction - Conséquences générales de Brexit pour l'Afrique francophone

Alors que l'impact de Brexit sur l'Afrique anglophone a été un enjeu majeur dans les discussions controversées britanniques sur les avantages et les inconvénients de Brexit (Kohnert, 2018), les répercussions possibles sur l'Afrique francophone ont rarement été mentionnées jusqu'ici (Douet, 2019, Togo-First, 2019). Selon une étude du CNUCED (UNCTAD), publiée le 9 avril 2019, les effets seront loin d'être uniforme. Les pays le plus développés, à l'industrie diversifiée, comme l'Afrique du Sud devraient gagner au change (+39 % d'exportations vers le Royaume-Uni par rapport à 2018 en cas de « no deal », soit + 3 bn US ou 2,67 mrd €). A l'inverse, le Ghana (–39 % pour 91 m US $) et le Cameroun (-28 % pour 17 m US $) seraient les plus grands perdants (Douet, 2019). Le cas échéant, des effets généraux surtout indirects ont été déclarés, tant en ce qui concerne l'ancien Empire britannique en Afrique qu'a fortifori en ce qui concerne les anciennes colonies françaises. C'est du moins ce qu'a affirmé Albert Zeufack, économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest, lors d'une conférence à la Chambre de commerce de Côte d'Ivoire (CCI) le 29 juin 2016 (Zeufack, 2016).

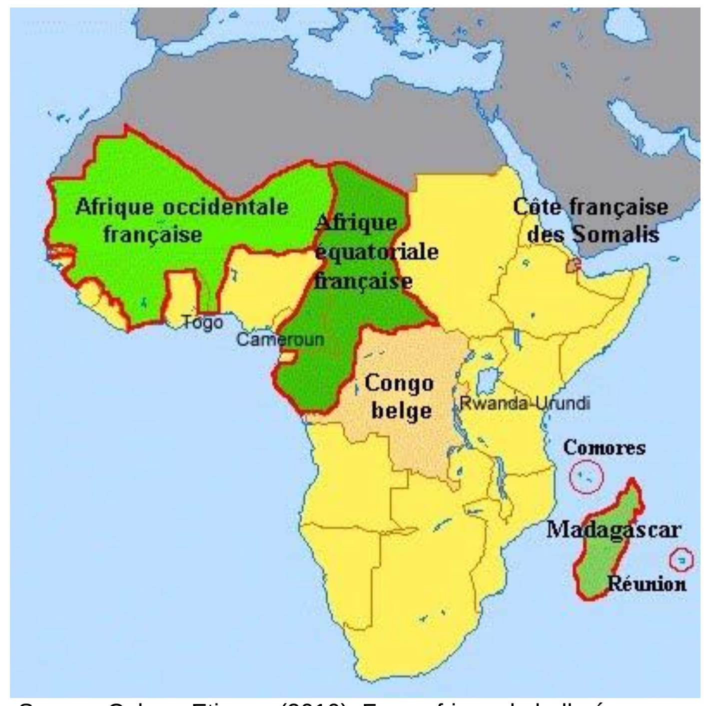
D'un autre côté, les Brexiteers britanniques n'en avaient pas assez d'aspirer au rétablissement de l'époque glorieuse de l'Empire britannique, sur la base d'un rapport euphorique et trop ambitieux du Groupe parlementaire multipartite africain, financé par la Royal Africa Society, sur les relations commerciales et de coopération au développement Afrique - Royaume-Uni post-Brexit (RAS-APPG-2017, Kohnert, 2018 et 2018a). Ceci d'autant plus que le Royaume-Uni (UK) entretient déjà aujourd'hui d'importantes relations économiques avec l'Angola, la Côte d'Ivoire et le Sénégal. D'autres membres de la pré-carée française en Afrique, comme le Togo, veulent aussi entrer dans le Commonwealth africain (RFI, 2016). Selon M. Zeufack, les effets directs de la sortie britannique de l'Union européenne (UE) seront "négligeables" pour l'Afrique alors que les effets indirects pourraient être importants. Ceci, notamment si Brexit devait entraîner un ralentissement de la croissance dans l'UE, avec des répercussions sur les pays africains, leur principal partenaire serait l'Europe. Les effets indirects peuvent sembler particulièrement perceptibles au niveau du financement international. L'une des conséquences immédiates de Brexit serait de rendre les liquidités internationales plus chères et moins disponibles. Cela pourrait affecter par exemple les pays africains qui souhaiteraient lever des fonds sur les marchés internationaux, par exemple pour financer leurs infrastructures. En outre, les effets indirects pourraient inclure des leçons pour l'intégration régionale que les États africains pourraient tirer de Brexit. Cela a été implicitement confirmé lors du sommet de l'Union africaine (UA) à Kigali en mars 2018. La Zone continentale africaine de libre-échange (ZLEC), approuvée par 44 gouvernements africains à Kigali, prévoit d'utiliser leur avantage de négociation en tant que partenaires en demande pour faire pression en faveur d'une protection accrue de leurs marchés intérieurs et de leurs industries naissantes (Westcott 2018). En outre, elle pourrait offrir des solutions à des problèmes d'intégration économique de longue date, comme la multitude anachronique de huit monnaies en concurrence en Afrique de l'Ouest, qui constitue un véritable handicap pour la performance économique de la région.

La rivalité de la Grande-Bretagne et de la France pour la suprématie dans l'Afrique subsaharienne (post-)coloniale (ASS) a une longue histoire conflictuelle, notamment en Afrique de l'Ouest (Wesseling, 2004). Bien que la chasse gardée de la dite Françafrique (Verschave, 1999 ; 2005 ; Boisbouvier, 2010, Haski, 2013), soutenue par le système postcolonial des Messieurs Afrique (Kohnert, 2005 ; Glaser & Smith, 1992;1997), ait été dépassée par la domination britannique en Afrique, elle est encore très vivante. Le terme Françafrique, inventé à l'origine par Félix Houphouët-Boigny, premier président de la Côte d'Ivoire en 1960, désigne les relations post-coloniales entre la France et ses anciennes colonies. La France voulait continuer, par tous les moyens, légaux ou non, à contrôler ses

anciennes colonies africaines. Ce système clandestin de politique étrangère française parallèle et égoïste, fondé à la fin des années 1950, a été mené par des hommes dans l'ombre sous l'œil vigilant de Jacques Foccart, le " Monsieur Afrique " de l'Elysée, jusqu'à sa mort en 1997. Il s'agissait d'un système politique, militaire, économique et financier intégré de vénalité en Afrique subsaharienne par lequel les élites politiques et économiques françaises et africaines se grattaient le dos au détriment de leurs concitoyens. Son endiguement par une monnaie spéciale, le franc CFA, a été assuré par un taux de change restreint.

Son endiguement par une monnaie spéciale, le franc CFA, a assuré une concurrence restreinte et des gains extraordinaires pour toutes les parties concernées (Kohnert, 1994). Les plus grands perdants dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ont été le Niger, le Togo et le Burkina Faso. Dans la zone de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), le Cameroun a été le plus grand perdant. Les données empiriques ont montré qu'il y avait plus de perdants que de gagnants dans le système de coopération monétaire du franc CFA (M'Bet & Niamkey, 1994).

***Carte 1** : Origines coloniales de l'Afrique francophone*




Source: Celmar Etienne (2010): Françafrique: la belle époque...
Marcel Thiriet.blogspot.com

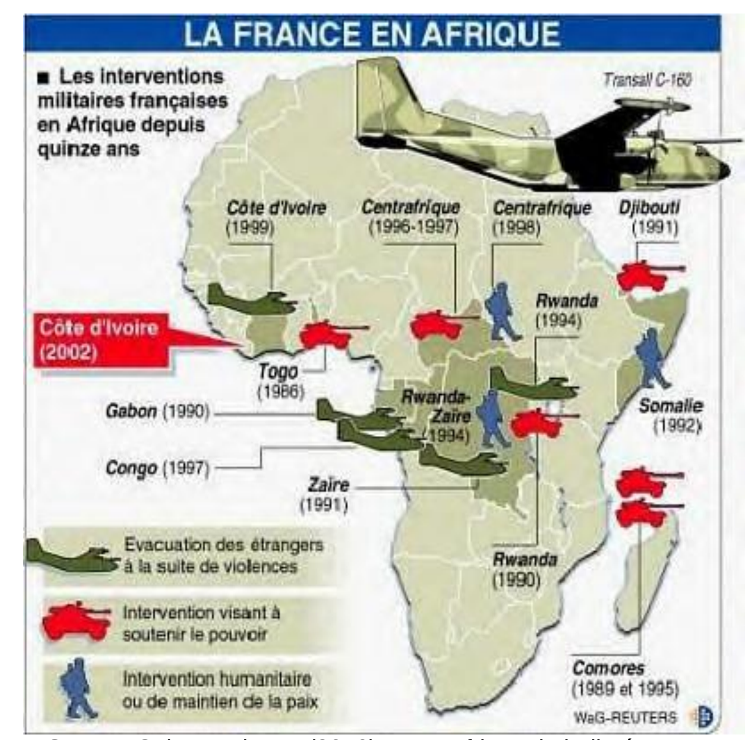
Ainsi, la dépendance postcoloniale s'est poursuivie sous d'autres formes, dont le pillage des matières premières, avec la complicité de chefs d'Etat africains corrompus, parfois entretenus à grands frais, mais aussi conscients de leur pouvoir sur l'ancienne métropole (Airault & Bat, 2016). Citons par exemple les escapades de l'infâme " empereur " Bokassa de la République Centrafricaine, ou le pillage des ressources de leurs pays pendant des décennies par Omar Bongo (Gabun, remplacé après sa mort en 2009 par son fils Ali Bongo) et le général Eyadéma Ganssingbé du Togo, poursuivi par le successeur de son trône, Faure Gnassingbé à ce jour (Kohnert, 2019).

Tout cela, malgré les annonces répétées des présidents français, de Nicolas Sarkozy, sur François Hollande à Emmanuel Macron, du départ de sa politique établie de Françafrique depuis la controversée déclaration de Dakar de Sarkozy en 2007. Certains experts ont même fait état d'une dégénérescence de la Françafrique en un réseau mafieux de politiciens

et d'hommes d'affaires français et africains de haut rang (Verschave, 2005 ; Mbembe, 2010 ; Cailletet & Milot, 2010 ; Thorel, 2013).

Compte tenu de l'absence de contre-pouvoir de la Grande-Bretagne au sein de l'UE dans le cas de Brexit, il n'est pas à exclure que le sombre réseau de la Françafrique ou d'autres réseaux transfrontaliers alternatifs de corruption, de trafic et de blanchiment d'argent en Afrique francophone, notamment dans les pays riches en ressources comme la République démocratique du Congo, puissent même être revitalisés et consolidés. L'affaire Bolloré actuelle, sondée par la justice française à propos du célèbre magnat français Vincent Bolloré et de son réseau de corruption en collusion avec les autocrates africains en Afrique de l'Ouest française, pourrait être un indicateur des événements à venir.

***Carte 2** : L'intervention militaire française en Afrique subsaharienne*




Source: Celmar Etienne (2010): Françafrique: la belle époque...
Marcel Thiriet.blogspot.com © WaG-Reuters

Les relations anglo-africaines, au contraire, auraient été idéologiquement moins tendues que celles de la France, à l'exception peut-être de son ancienne colonie de colons, le Zimbabwe (Haefliger, 2019). Cet égard, il pourrait être utile d'examiner l'histoire des relations UE-Afrique.

La création du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) en tant que partenaire privilégié de l'UE, par exemple, est le résultat direct de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté économique européenne (CEE) en 1973, soit 22 ans après la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et 15 ans après celle de la CEE, les deux pays qui l'ont précédé. La demande d'adhésion de la Grande-Bretagne à l'UE avait fait l'objet d'un double veto de la France en 1963 et en novembre 1967. On peut soutenir que ce veto a un lien direct avec le vote britannique Brexit de 2016 (Goldsmith & Farrell, 2017).

Le président français de l'époque, Charles de Gaulle, s'était prononcé en faveur d'une Communauté européenne dominée par la France et dirigée par une alliance franco-allemande (Troitiño, 2018 : 89 ; Connolly, 2017 ; Goldsmith & Farrell, 2017). En outre, il soupçonnait le Royaume-Uni d'agir efficacement en tant qu'agent de l'Amérique à l'intérieur

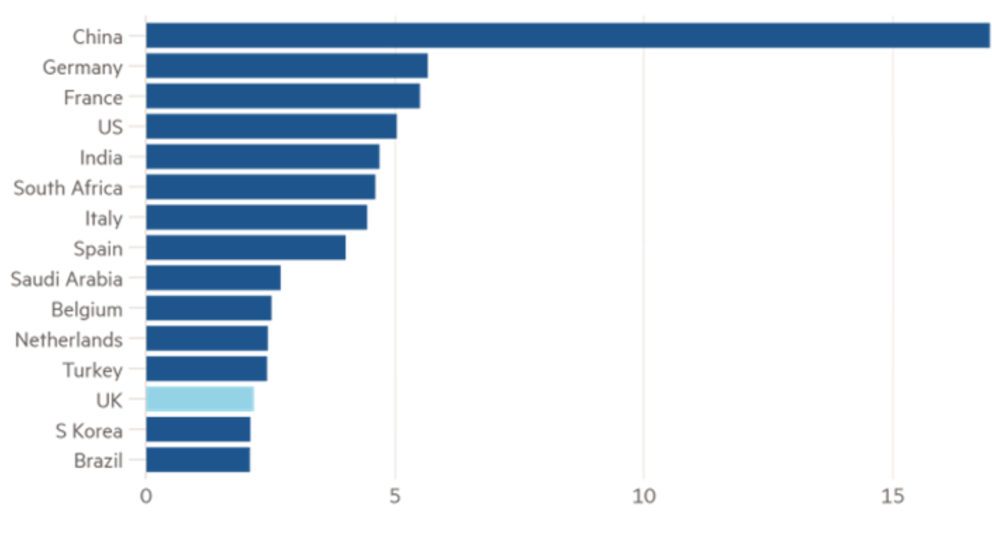
du marché commun européen. Il craignait que le Royaume-Uni ne promeuve un accord de libre-échange avec les États-Unis et le Canada à l'intérieur de la Communauté, ce qui était inacceptable pour lui, car cela conduirait à la domination économique de l'UE par les États-Unis (Troitiño, 2018 : 89-90). Londres, pour sa part, voulait préserver les relations économiques et monétaires privilégiées du Royaume-Uni avec les pays du Commonwealth, y compris le système de préférence impérial (Deschamps, 2017). L'intérêt de la France pour les relations de l'UE avec l'Afrique reposait sur la nécessité de financer l'influence extérieure de la France en Afrique via l'UE, ce qu'elle ne pouvait se permettre seule dans le contexte de la guerre froide (Chochia, 2018:69). Plus loin, on ne peut exclure que la France n'ait pas voulu d'un concurrent indu dans ses relations postcoloniales avec l'Afrique à une époque où l'Afrique francophone était l'une des dernières puces de négociation dans sa lutte pour le pouvoir impérial après avoir perdu ses colonies en Indochine.

La formation des pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP) a abouti à la Convention de Lomé, signée en 1975 entre la CEE et 46 pays ACP. L'adhésion à la CEE a offert au Royaume-Uni la possibilité à la fois de collectiviser ses obligations envers certains de ces Etats ACP aux dépens des autres Etats membres européens, tout en ouvrant des perspectives d'information en Afrique francophone, qui étaient auparavant hors de sa portée (Price, 2018). Le gouvernement britannique lui-même a déclaré en 2013 qu'à travers la collectivisation de l'aide fournie dans l'UE, " la portée et l'ampleur des instruments financiers de l'UE " (qui inclut le FED) " l'emportent sur ceux que le Royaume-Uni pourrait mettre en œuvre de manière bilatérale ". Cela a permis au Royaume-Uni de maximiser l'utilisation de ses ressources, ce qui lui a permis, en période d'austérité, de concentrer " les rares ressources nationales sur des priorités ailleurs " (Gouvernement britannique, 2013 ; Price, 2018). Déjà en 1958, le Traité de Rome avait instauré une alliance étroite entre la CEE et les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) de ses Etats membres fondateurs, comprenant un régime commercial préférentiel ainsi qu'une aide financière par le biais du premier Fonds européen de développement (FED). La France avait été à l'époque le principal moteur de cette association créée pour promouvoir ses intérêts politiques et économiques particuliers en Afrique (Kennes, 2018).

Toutefois, l'Afrique en particulier était aussi un moyen pour les politiciens conservateurs britanniques de maintenir leur influence mondiale. Ainsi, plus récemment, la tournée africaine de Theresa May en Afrique, en Afrique du Sud, au Kenya et au Nigeria à la fin août 2018, visait à consolider et à approfondir les liens économiques entre le Royaume-Uni et le Commonwealth africain (Jennings, 2018). Les sociétés britanniques contrôlent de vastes étendues de terre africaines renfermant des réserves minérales clés, notamment de l'or, du cuivre, du platine, du charbon et des diamants (Ansorg & Haastrup, 2016 ; Kabemba 2014). Environ 100 sociétés cotées à la Bourse de Londres (LSE) - la plupart britannique - ont des activités minières dans 37 pays d'Afrique subsaharienne. Ensemble, ils contrôlent plus d'un billion de dollars des États-Unis des ressources les plus précieuses de l'Afrique (Curtis 2016). Les entreprises britanniques pourraient être enclines à négocier à l'avenir indépendamment des restrictions éthiques perçues ou réelles de l'UE qui permettraient à ces inégalités de s'aggraver encore davantage (Ansorg & Haastrup, 2016 : 3).

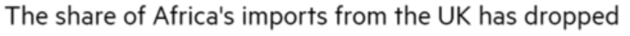
Cependant, la compétitivité de la Grande-Bretagne a considérablement diminué au cours des dernières décennies, passant de 7 % à 2 % des importations de l'Afrique. Le commerce britannique avec l'Afrique est dominé par le carburant, les pierres précieuses et les fruits frais qui ont souffert, last but not least, de la chute des prix des matières premières. En comparaison, le commerce avec l'UE est dominé par les machines et les véhicules, que ce soit sous forme de produits finis ou de pièces et composants." (Romei & Cocco, 2018). La France, l'Allemagne et l'Italie exportent plus du double de la valeur des marchandises vers l'Afrique que le Royaume-Uni. Même l'Espagne, dont l'économie est deux fois moins importante que celle du Royaume-Uni, exporte plus que la Grande-Bretagne (Romei&Cocco, 2018).

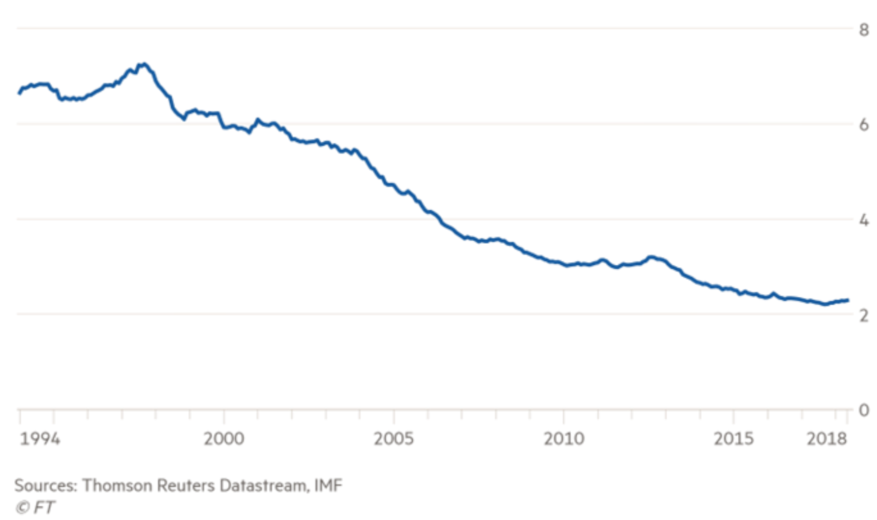
***Graphique 1 :*** *Le Royaume-Uni est un petit exportateur vers l'Afrique*




Source: Romei & Cocco, 2018

***Graphique 2*** *: La part des importations d'Afrique au Royaume-Uni a diminué*




Source: Romei & Cocco, 2018

D'autre part, dans le cas de Brexit, la domination égocentrique de la politique étrangère française sur les politiques UE-Afrique régnerait sans restriction sur les contre-pouvoirs britanniques. Bien que le Royaume-Uni soit rarement un acteur constructif dans le processus d'intégration européenne, il a joué un rôle important pour contrebalancer le pouvoir de l'Allemagne et de la France. Ainsi, certains experts voient déjà des développements positifs causés par Brexit pour des pays comme la Libye et le Zimbabwe, jusqu'à présent sous des

sanctions européennes soutenues par la Grande-Bretagne. Avec Brexit, l'UE-27 - motivée par la France et l'Allemagne - pourrait être encouragée à revoir ces sanctions et éventuellement à renouer le dialogue avec ces pays (Tan, 2018). La capacité des petits États membres de l'UE d'avoir leur mot à dire sur la prise de décision conjointe de l'axe franco-allemand dépendra de la capacité des institutions de l'UE à continuer à équilibrer les intérêts de tous les membres et de la collaboration des petits États pour influencer les décisions prises en leur sein (Bishop et Clegg, 2018).

Mais l'Afrique pourrait aussi chercher d'autres partenaires si ses liens avec le Royaume-Uni et l'UE-27 se compliquent à cause de Brexit, selon l'adage selon lequel lorsque deux personnes se disputent, le troisième se réjouit. Au cours de la dernière décennie, la Chine a déjà dépassé l'UE et est devenue le principal partenaire d'exportation de l'ASS en 2013, représentant 27 % des exportations de la région, contre seulement 23 % pour l'UE et 21 % pour les Etats-Unis (Tan, 2018). De plus, les exportations chinoises de marchandises vers l'Afrique sont huit fois plus importantes que celles du Royaume-Uni, et même plus importantes que les trois premiers exportateurs, l'Allemagne, la France et les États-Unis réunis (Romei & Cocco, 2018).

## 2. L'impact de Brexit sur la nouvelle ruée vers l'Afrique et la "*seconde libération*" de l'Afrique francophone

Selon un nombre non-négligeable « d'influenceurs » des réseaux sociaux francophones, comme la dessinatrice franco-camerounaise Annick Kamgang (2016), le Brexit pourrait aussi inspirer l'Afrique à relancer un débat sur sa souveraineté, notamment sur les questions judiciaires et monétaires. Brexit pourrait donc être utilisé comme cause d'une " seconde libération de l'Afrique " de la domination (post)-coloniale. L'un des cas les plus importants dans le domaine judiciaire est la controverse dans les médias africains sur les jugements prétendument biaisés de la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye à l'encontre des dirigeants africains. Le procès de l'ancien dictateur tchadien Hissène Habré (1982-1990) en est un exemple. Pourtant, sa condamnation par les Chambres extraordinaires africaines (CAE), qui ont condamné Hissène Habré à la prison à vie en 2015, a montré que les Africains eux-mêmes étaient capables de juger leurs anciens dirigeants. Il en va de même pour le système judiciaire rwandais qui a accusé la France de complicité dans le génocide de 1994. Paris et Kigali tentent toujours de régler leurs différends juridiques.

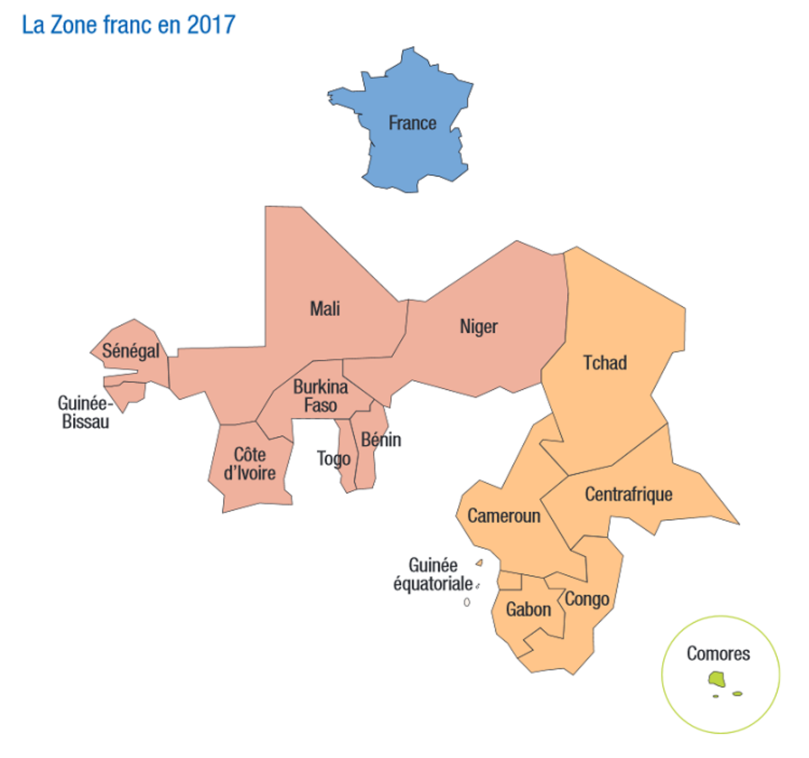
Une autre question encore plus importante dans le domaine de l'économie de l'Afrique francophone est la controverse de longue date sur le franc F CFA inadapté et de plus en plus anachronique (Kohnert, 2005 ; 1994). Kampgang et d'autres se demandent quand il y aura un véritable débat africain et un référendum sur ces questions similaires au vote Brexit.

En fait, le débat a déjà commencé. En octobre 2016, un groupe d'économistes africains et européens a publié un livre intitulé Libérer l'Afrique de l'esclavage monétaire : Qui profite du franc CFA ? (Nubukpo et al, 2016, en français). Dans le sillage du débat public suscité par cette publication et d'autres publications similaires (voir aussi : Pigeaud et al, 2018), les gens ont commencé à s'exprimer (Sylla, 2018). Ils ont été assistés par des (anciens) fonctionnaires africains de renommée internationale et des critiques du franc F CFA, dont le Togolais Kako Nubukpo (ex-BCEAO et ancien ministre togolais), le Sénégalais Sanou Mbaye (ex-Banque africaine de développement, Guinée-Bissau Carlos Lopez (ex-Commission économique des Nations unies pour l'Afrique) ainsi que des banquiers africains comme Henri-Claude Oyima (président directeur général de la Banque BGFI).

Depuis quelques années, un mouvement social s'est développé pour exiger le retrait des Etats africains de la F CFA. Le 7 janvier 2017, par exemple, une ONG créée et dirigée par le militant Kemi Séba, soutenue par SOS Pan-Afrique, a organisé des manifestations anti-CFA

dans plusieurs villes africaines et européennes (Sylla, 2018). Au Sénégal, le groupe France Dégage milite pour la " souveraineté monétaire " des pays CFA (Lottersberger, 2018). Cependant, l'économiste sénégalais Ndongo Samba Sylla a déploré que le débat sur le franc CFA se soit trop souvent limité aux avantages et aux inconvénients généraux, car en réalité, ceux-ci sont extrêmement inégalement répartis entre couches sociales. Le F CFA bénéficie principalement à une petite élite politique et économique, tant en France qu'en Afrique francophone, ainsi qu'aux dirigeants des banques centrales et des entreprises françaises (Lottersberger, 2018). Un sondage Afrobaromètre, publié le 7 février 2019, a récemment révélé un soutien croissant du grand public dans les pays africains concernés. L'enquête a révélé que les deux tiers de la population togolaise sont favorables à la sortie du F CFA car la monnaie serait plus bénéfique pour la France que pour le Togo et devrait être remplacée (Akinocho, 2019). Dans l'intervalle, un groupe de travail pour une sortie d'ici 2020 a été mis en place, même si la majorité des chefs d'Etat de l'UEMOA continuent à apporter leur soutien au franc CFA (Akinocho, 2019). Pourtant, l'ancien ministre togolais Kako Nubukpo, a été écarté de son poste de directeur de la Francophonie en 2017 en raison de son opposition au franc CFA.

***Graphique 3 :*** *Les zones franc CFA (UEMOA & CEMAC) en 2017*




Source: 'La Zone fanc en 2017'. Banque de France

La question de l'impact de Brexit sur les marchés boursiers africains est étroitement liée à celle de l'indépendance de la politique monétaire. Alors que certains experts considèrent Brexit comme un stimulant pour la croissance africaine, y compris un effet libérateur sur les marchés boursiers (Bush, 2018). Ils font partie intégrante de la zone CFA. Outre 29 bourses en Afrique, représentant les marchés de capitaux de 38 pays, il existe deux bourses régionales, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), à Abidjan, Côte d'Ivoire, et la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières d'Afrique Centrale (BVMAC), à Libreville au Gabon. Ces bourses sont encore relativement petites avec des sociétés anonymes cotées. Toutefois, selon M. Bush, ils en tireraient un avantage considérable si les actions étaient cotées dans une monnaie commune qui permettrait la capitalisation transfrontalière d'entreprises et de projets africains. La BCEAO elle-même semble moins optimiste. Dans son rapport économique mensuel pour les pays de l'UEMOA de novembre 2018, il met en

garde contre la poursuite du ralentissement de l'activité économique en 2019 à cause de Brexit (BCEAO, 2019).

Selon Alain Nkoyock, responsable du Programme de modélisation et d'innovations technologiques des Nations Unies pour la lutte contre la corruption et la criminalité financière, deux leçons pourraient être tirées de Brexit par les panafricains : La première leçon porte sur l'irresponsabilité et l'iniquité intergénérationnelles, conséquences d'une crise du leadership politique dans l'UE. La deuxième leçon concerne la question séculaire des limites de la supranationalité qui occupait l'esprit des politiciens panafricains dès les premiers jours de l'indépendance. La controverse entre le groupe de Monrovia de Léopold Senghor et les partisans du fédéralisme (groupe de Casablanca), mené par Kwame Nkrumah, a conduit à la défaite de l'idée panafricaine et à la victoire de la vision d'une " Afrique des Etats ". Selon Nkoyock (2016), " *Brexit permet de comprendre que l'analyse de la nature de l'Union à travers le prisme de l'Etat panafricain implique nécessairement l'étude des compétences (politique étrangère, sécurité commune ou politique monétaire) et des structures institutionnelles* ". Parce que la sécurité de l'Afrique et celle de la Grande-Bretagne sont inextricablement liées, elle a promis, selon le premier ministre May, de renforcer la présence du Royaume-Uni au Tchad, au Niger et au Mali après Brexit en matière de sécurité. Par conséquent, le Sahel francophone deviendra de plus en plus important également pour la coopération militaire entre le Royaume-Uni et l'UE (Gaynor, 2018). Ainsi, le Sahel francophone sera de plus en plus important également pour la coopération militaire entre le Royaume-Uni et l'UE. D'une manière générale, le Brexit offrira aussi à l'Afrique francophone la possibilité de reprendre les négociations entre le Royaume-Uni et l'Afrique, ainsi qu'entre l'Afrique et l'UE-27 restante. Bref, il y aura du changement, mais ce sera long, les négociations s'étaleront sur plusieurs années.

En outre, il pourrait y avoir des effets plus directs du Brexit. Par exemple, le premier ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, a mis en garde contre les conséquences involontaires possibles de Brexit sur les cultivateurs de coca d'Afrique de l'Ouest (Wheatley, 2017). Ainsi, toute baisse de la valeur de la livre sterling par rapport à l'euro une fois que la Grande-Bretagne aura quitté l'UE aurait des conséquences néfastes pour les finances publiques ivoiriennes, car le prix du cacao est fixé en livres sterling et le franc CFA en Afrique de l'Ouest est lié à l'euro. Donc quand la livre tombe, c'est une perte pour la Côte d'Ivoire. L'évolution du prix du cacao au cours des dernières années a déjà fortement chuté depuis le vote Brexit de 2016, avec pour conséquence que la valeur des ventes de cacao ivoirien a également baissé. Cela a donné un petit avant-goût de ce qui pourrait être en cours d'élaboration. Ainsi, a expliqué le premier ministre Coulibaly : "*La Côte d'Ivoire a produit environ 1,98 million de tonnes en 2016/17, soit environ 40 pour cent du total mondial, selon l'Organisation internationale du cacao. Mais les prix à l'exportation ont chuté de 35 % entre la fin de 2016 et le premier trimestre de cette année, frappant l'économie et contribuant à un déficit budgétaire qui devrait se creuser pour atteindre 4,5 % du PIB*". (Wheatley, 2017). Ainsi, l'ancien ministre ivoirien du commerce, Jean-Louis Billon, a soutenu qu'il serait nécessaire de rendre la monnaie ivoirienne indépendante et convertible pour garantir la stabilité du commerce du pays. Selon lui, le prix à la production de 700 FCFA/kg fixé pour la campagne cacaoyère 2017-2018 n'a déjà pas été accepté par les producteurs et a été conclu : "*Si une autre baisse de prix devait se produire à cause de Brexit, ce serait un véritable désastre pour l'industrie qui traverse une zone de turbulences*" (Dreyfus polichinelle, 2017).

D'autre part, Brexit pourrait également offrir de nouvelles opportunités à long terme en permettant à la Côte d'Ivoire de restructurer et d'améliorer ses accords commerciaux. Le Royaume-Uni est le quatrième consommateur mondial de chocolat. Jusqu'à présent, elle a importé la plupart de ses produits à base de cacao de l'UE. Si, après Brexit, le Royaume-Uni imposait des droits de douane sur les importations de l'UE, cela pourrait signifier que le prix du chocolat va augmenter. Il serait donc stupide que la Côte d'Ivoire ne se concentre pas sur

l'établissement de meilleures relations avec le Royaume-Uni (Intellivoire, 2016). D'autant plus que les accords de partenariat économique (APE) controversés de l'UE obligent l'Afrique de l'Ouest à ouvrir environ 80 % de son marché aux importations en échange d'un accès sans redevances au marché européen pour les produits africains, ce qui constitue un avantage unilatéral pour l'UE et pourrait compromettre les efforts locaux d'industrialisation (Intellivoire, 2016 ; Kohnert, 2015).

En général, l'impact le plus important après Brexit sur l'Afrique serait probablement dans le domaine de l'investissement. L'investissement du Royaume-Uni en Afrique n'a cessé d'augmenter, doublant entre 2005 et 2014 et s'élevant actuellement à environ 43 milliards de livres (Gaynor, 2018). En 2018, le gouvernement britannique a promis une nouvelle augmentation de 8 milliards de livres sterling, y compris des programmes de partenariat entre des entreprises africaines et la City de Londres pour le mentorat et l'assistance technique. Toutefois, on peut se demander si tous les pays francophones d'Afrique bénéficieraient de ces investissements. Le Cameroun et d'autres pays francophones comme le Tchad et la Côte d'Ivoire, où le Royaume-Uni détient d'importants investissements, doivent également s'inquiéter dans le cas de Brexit (Agence Anadolu, 2016). En conséquence directe de Brexit, les investissements britanniques dans ces pays pourraient diminuer, être interrompus, ou dans une moindre mesure, renégociés, comme ils ont été conclus sous l'influence française de l'UE. Cela s'applique par exemple au Tchad, où la Grande-Bretagne est le troisième investisseur (après la Chine et la France) dans l'infrastructure et l'exploration des sites pétroliers, et au Niger et à son uranium. Le Cameroun, avec ses sites pétroliers, dont beaucoup sont exploités par les Britanniques, devra probablement payer un lourd tribut à cause de Brexit, estime l'économiste tchadien Abdel Mamout (Agence Anadolu, 2016).

Quant à la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), y compris le Cameroun, les premiers enseignements peuvent déjà être tirés d'un futur Brexit selon Rosario Mbasogo Kung Nguidang (Andzongo, Sylvain, 2016), vice-président de la Commission Cemac. La coopération entre la CEMAC et l'UE pourrait être affectée par exemple au niveau des PIN [Programme indicatif national] et des PIN [Programme indicatif régional] du Fonds européen de développement (FED) dont la Grande-Bretagne est un contributeur majeur. En outre, l'accord de partenariat économique (APE) devrait être renégocié entre l'UE et l'Afrique centrale (comme pour le reste de l'Afrique). Les PIN et les RNI constituent la boussole du FED, principal instrument de l'aide de l'UE. Pour rappel, les exportations des pays de la CEMAC vers la Grande-Bretagne en 2015, représentaient 355,098 m €, et les importations 594,625 m € (Andzongo, Sylvain, 2016).

Quant à l'impact de Brexit sur le Sénégal, 7,9 % des importations et 5,5 % des exportations totales de l'UE-28 avec le Sénégal ont été réalisées par le Royaume-Uni (Berthelot, 2016). Cependant, le Sénégal ne devrait pas subir de pertes importantes de droits de douane (DD) en cas de Brexit, car il est probable que le Royaume-Uni maintiendra le statut « Tout sauf les armes » de l'UE pour tous les PMA, y compris l'UA, même s'il aura tendance à privilégier ses relations commerciales et son assistance extérieure avec les pays anglo-saxons.

Enfin et surtout, Brexit aura un impact sur les migrants des pays africains francophones vivant au Royaume-Uni, y compris sur la question délicate des transferts de fonds. Selon la Banque mondiale, les envois de fonds des travailleurs émigrés ont été la principale source de flux financiers internationaux vers l'Afrique depuis 2010, représentant en moyenne environ un tiers du total des apports financiers extérieurs, et trois fois plus que l'aide au développement. Ils représentent la source de flux la plus stable (PEA, 2018). Le Royaume-Uni a une importante population migrante, en fait, c'est la 10ème plus grande source de transferts de fonds dans le monde. La baisse de la valeur de la livre aura un effet négatif sur ces derniers (Gaynor, 2018). De plus, la politique migratoire britannique post-Bresit ne sera jamais aussi libérale qu'avant. Le premier ministre May s'est engagée à plusieurs reprises à lutter contre l'immigration clandestine, allant jusqu'à proposer la fin de la libre circulation "une

fois pour toutes", n'autorisant que les migrants hautement qualifiés à entrer sur le territoire britannique. De nombreux pays qui dépendent fortement des transferts de fonds, par exemple le Sénégal où 14 % de son PIB provient des transferts de fonds, sont susceptibles d'en souffrir (Gaynor, 2018).

Un exemple en est la diaspora congolaise relativement nouvelle, mais déjà considérable en Grande-Bretagne, qui avait été attirée par une croissance régulière, une monnaie stable et un niveau de vie élevé au cours des dernières décennies. Nombre d'entre eux sont passés par d'autres pays de l'UE comme la France, la Belgique, l'Allemagne, la Suède et la Grèce. Bien que la communauté congolaise soit également structurée en fonction de son statut social, on dit qu'elle est moins " tribale " que les autres Africains vivant au Royaume-Uni, comme les Zimbabwéens, les Nigérians ou les indigènes du Congo Brazzaville (Badila, 2019). Quand on dit que leur identité nationale est plus importante que leur appartenance « tribale », c'est-à-dire que les migrants congolais ont développé des réseaux plus forts entre communautés homologues dans l'UE comme la Belgique et la France, deux pays fréquemment visités par les migrants congolais vivant au Royaume-Uni, où se concentre également une grande partie de la communauté congolaise. Pour eux, Brexit signifierait que les Congolais seraient probablement obligés d'obtenir un visa pour voyager ou travailler dans les autres pays de l'UE-27. Le gouvernement britannique pourrait même imposer des restrictions sur leur permis de travail et leur carte de séjour (Badila, 2019).

## 3. Conclusion

Contrairement à une opinion largement répandue, les données disponibles suggèrent que le Brexit aura un impact considérable non seulement sur le Commonwealth africain anglophone, mais aussi sur l'Afrique francophone. L'éventail des effets possibles est impressionnant. Elle s'étend de l'influence directe sur les prix à la ferme du cacao dans les régions monétaires de la zone CFA et des répercussions ultérieures sur le budget de l'Etat de ces pays, à des effets plus indirects, par exemple sur la coopération entre la CEMAC, l'UEMOA et l'UE concernant les programmes du FED dont la Grande-Bretagne a été une contributrice majeur jusqu'à présent, ainsi que sur la renégociation obligatoire des APE controversés, au point de relancer des réseaux sociaux progressifs en Afrique Francophone. Ces derniers revendiquent déjà une plus grande souveraineté politique et économique, par exemple en ce qui concerne la monnaie de plus en plus anachronique du F CFA. De plus, le remix de cartes provoqué par Brexit pourrait offrir de nouvelles chances, tant pour les gouvernements francophones qui flirtent avec l'idée d'adhérer au Commonwealth africain que pour les « restants » de l'Afrique francophone, d'utiliser la politique de bascule des temps de guerre froide établie de longue date. Cela permettrait de relancer les négociations entre les gouvernements africains, d'une part, et le Royaume-Uni, l'UE et d'autres acteurs mondiaux à la recherche de ressources et de marchés africains, comme la Chine, l'Inde, le Brésil et la Turquie, d'autre part, afin d'ouvrir de nouvelles portes pour accroître le pouvoir économique et politique.

Plus généralement, le Brexit et ses effets de propagation pourraient également avoir un impact négatif sur les droits de l'homme acquis en matière de participation populaire, tant en Europe qu'en Afrique. Cela s'explique par le fait que le processus d'intégration européenne conduit par l'élite a été renforcé et développé au fil des décennies en accordant un rôle politique plus important aux citoyens ordinaires par la conclusion d'accords mutuellement acceptables qui équilibrent leurs divers engagements communautaires d'une manière qui reflète un souci d'équité cosmopolite (Bellamy et Warleigh, 1998 : 447-448 ; Brown, 1994 ; Nunes, 2011). Ce droit de participation va bien au-delà de la politique et de l'économie de Brexit. Elle inclut aussi l'éthique de la participation qui, à long terme, est encore plus importante pour la cohésion de l'Union que les motifs politiques et économiques. Ainsi, le retrait du Royaume-Uni aura jusqu'à présent largement négligé les implications pour l'éthique

partagée (Frost, 2019). En fait, le Brexit constitue un pas en arrière dans la promotion d'un climat politique et socioculturel qui pourrait dans le pire des cas devenir similaire à celui de l'apartheid sud-africain. Par exemple, dans le maintien de l'ordre aux frontières et la constitution d'une réserve de travailleurs migrants qui peuvent être admis ou non, en fonction de « l'intérêt national », privant ainsi ce « lumpen-prolétariat » mondialisé de droits civils individuels fondamentaux, le déclassifiant en termes racistes, religieux et de genre et refusant aux êtres humains les règles fondamentales du libre marché mondial des biens (Frost, 2019:192-96). Le résultat final de tout cela pourrait très bien inclure de graves conflits au sein de l'État et entre États lorsque les nationalistes de droite radicaux commencent à défendre leurs intérêts légitimes perçus par des moyens violents, y compris des milices néo-fascistes comme dans l'Europe d'avant-guerre en 1920. Le contrecoup ne sera pas long à venir. Les militants parmi les « étrangers » et les « infidèles » ségrégés se tourneront vers la guerre asymétrique, qualifiée de « terrorisme » par la majorité populiste (Frost, 2019:197).

D'autre part, on ne peut pas non plus exclure la résurgence de réseaux sociopolitiques déjà amortis comme celui de Françafrique ou de nouveaux réseaux alternatifs de corruption transfrontalière, de trafic et de blanchiment d'argent en raison du manque de contrepoids britannique au sein de l'UE au détriment du contribuable ordinaire. La leçon tirée des espoirs frustrés d'une démocratisation politique accrue à la base dans le sillage du « second souffle de la libération », stimulée par les Conférences nationales souveraines en Afrique francophone au début des années 1990 (Robinson, 1994), peut inciter à la prudence dans la prévision d'une participation politique accrue en Afrique francophone et ailleurs. La montée du nationalisme et du populisme, alimentée par les pressions migratoires croissantes qui s'exercent sur l'ensemble de l' Afrique sub-saharienne, y compris les effets désastreux sur l'UE, comme cela a été confirmé lors du dernier (32.) sommet de l'UA à Addis-Abeba (11 février 2019), axé sur les réfugiés et les migrations (UN-SA, 2019 ; DW, 2019), serait une autre option. Non seulement pour les autocrates africains, malgré toute la rhétorique du nouveau président de l'Union africaine, le président égyptien Abdel Fatta el-Sissi, sur les nouvelles initiatives pour le « panafricainisme économique » et l'accélération du commerce intra-africain par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLEC), lancée un an auparavant sous son prédécesseur, Paul Kagame, qui a été signée par quelque 50 pays, mais ratifiée à ce jour par 22 autres.

## Bibliographie


AEO (2018): African Economic Outlook - 2018. Abidjan: African Development Bank (AfdB)

AFP (2017): La "Françafrique", des liens sulfureux entre Paris et l'Afrique de l'Ouest. Paris : AFP, 29/11/2017

Airault, Pascal & Jean-Pierre Bat (2016): Françafrique: Opérations secrètes et affaires d'État. Paris: Tallandier

Akinocho, Hervé (2019): Les Togolais sont majoritairement pour une sortie du franc CFA. Afrobaromètre, Dépêche No. 276, 7 February 2019

Allechi, M'Bet & Niamkey, Madeleine A. (1994). Evaluating the net gains from the CFA Franc Zone membership: A different perspective. *World Development*, vol. 22(8), pp. 1147-1160

Anadolu Agency (2016): Le Brexit fera mal à l'Afrique (experts). *Journal du Cameroun.com*, 29.06.2016

Ansorg, Nadine & Toni Haastrup (2016): Brexit Beyond the UK's Borders: What It Means for Africa. Hamburg: *GIGA Focus* | *Africa*, No. 3, September 2016

Andzongo, Sylvain (2016): Brexit : la Cemac s'attend à un impact sur la coopération avec l'Union européenne.www.investiraucameroun.com, 4 July 2016

Badila, Junior (2019): Brexit: La crainte des "Euro Congolais" vivant au Royaume Uni. Paris: Mediapart, 14 January 2019

BCEAO (2019): Note menuselle de conjoncture economique dans les pays de l'UEMOA fin Novembre 2018. Abidjan: January 2019

Bellamy, R. & A. Warleigh (1998): From an Ethics of Integration to an Ethics of Participation: Citizenship and the Future of the European Union. *Millennium*, vol. 27(3), pp. 447-468

Benneyworth, I.J. (2011): The Ongoing Relationship Between France and its Former African Colonies. online, Jun 11 2011

Berthelot, Jacques (2016): L'impact du Brexit, de l'APE régional et des APE intérimairesde Côte d'Ivoire et du Ghana sur le Sénégal et l'Afrique de l'Ouest. Paris : SOL, www.sol-asso.fr, 26 October 2016

Bishop, Matthew L. & Peter Clegg (2018): Brexit: Challenges and Opportunities for Small Countries and Territories. *The Round Table - The Commonwealth Journal of International Affairs*, vol. 107 (2018) 3: 1-11

Boisbouvier, Christophe (2010): 50 years later, Françafrique is alive and well. Paris: RFI-Afrique, 16 February 2010

Brown, Chris (1994): The ethics of political restructuring in Europe - The perspective of constitutive theory. In: Brown, C. (ed.). *Political restructuring in Europe: Ethical perspectives*. London: Routledge, pp. 159-181

Busch, Grary K. (2018): Brexit's Stimulus For African Growth. San Francisco, CA: *academia.edu*

Cailletet, Marie & Olivier Milot (2010): Achille Mbembe : "La Françafrique ? Le temps est venu de tirer un trait sur cette histoire ratée". www.Télérama.fr , 8 October 2010.

Chochia, Archil et al (2018): The First European Community and the British Position. In: Troitiño et al (eds.): *Brexit - History, Reasoning and Perspectives*. London: Springer, pp. 59-82

Connolly,Kevin (2017): How French 'Non' blocked UK in Europe. Brussels: BBC-news, 2 December 2017

Curtis, Mark (2016): The New Colonialism: Britain's Scramble for Africa's Energy and Mineral Resources. London: *War on Want*

Deschamps, Étienne (2017): L'adhésion du Royaume-Uni aux CE. Univ. of Luxembourg, Virtual Centre for Knowledge on Europe (CVCE) [online]. (Collection 'European Integration studies'). CVCE (2017): The United Kingdom's accession to the EC.

Douet, Marion (2019): Brexit : pas de panique en Afrique, mais de l'incertitude. Paris: *Le Monde*, 24 avril 2019

Dreyfus polichinelle (2017): Côte d'Ivoire: Le Brexit, un danger sur le cacao, prévient Billon. Paris: www.afrique-sur7.fr, 9 November 2017

Duke, Simon (2018): High stakes: Brexit, security, and defence. ECDPM: *Great Insights*, Summer 2018 (volume 7, issue 3), pp. 44-46

DW (2019): African Union Seeks 'Durable Solutions' to the Continent's Refugee Crisis. Bonn: *Deutsche Welle*, 9 February 2019

Frost, Mervyn (2019): The Ethics of Brexit. In: Albert, M. & A. F. Lang (eds.): The Politics of International Political Theory. London: Springer, pp. 181-198

Glaser, Antoine & Stephen Smith (1992): Ces messieurs Afrique, vol. 1: Le Paris-village du continent noir. Paris: Calmann-Lévy

Glaser, Antoine & Stephen Smith (1997): Ces Messieurs Afrique 2 : Des réseaux aux lobbies. Paris: Calmann-Lévy

Goldsmith, Paul & Jason Farrell (2017): How President de Gaulle's second veto of Britain's EC application fifty years ago led directly to the Leave vote in 2016. London: *King's College London, The UK in a changing Europe*, 27 November 2017

Haefliger, Markus M. (2019: Brexit sei Dank – London erneuert afrikanische Freundschaften. Zürich: Neue Zürcher Zeitung (NZZ), 19 January 2019

Harel, Xavier & Julien Sole (2018) : L'Argent fou de la Françafrique: L'Affaire des biens mal-acquis. *Glénat BD*, 28 novembre 2018

Haski, Pierre (2013): The Return of Françafrique. The New York Times, July 21, 2013

Intellivoire (2016): Brexit: Une opportunité à long terme pour le secteur du cacao en Côte d'Ivoire? Abidjan: intellivoire.net, online magazine, 2 December, 2016

Jennings, Michael (2018): L'Afrique au secour du Brexit? Paris : Libre Afrique / Contrepoints – online news

Kabemba, Claude (2014): Undermining Africa's Wealth. A critique of the British government's and British extractive companies' role in Africa from the colonial era to the current scramble for the continent's resources. Rosebank, South Africa: *Open Society Initiative for Southern Africa*

Kamgang, Annick (2016): Et si le Brexit inspirait l'Afrique ? *Jeune Afrique*, 24 juin 2016

Kennes, Walter (2018): How Brexit may affect ACP-EU relations: a historical perspective. ECDPM Discussion Paper 220

Kohnert, Dirk (2019): No change in sight - Togo's Political and Socio-Economic Development (2017-2019) [Author's extended and updated version of 'BTI 2020 – Togo Country Report'], SSRN Working Paper Series; No. 3317651

Kohnert, Dirk (2018): More equitable British post-Brexit Africa relations: doomed to fail?, *Africa Spectrum*, vol. 53., No. 2, pp. 119–130

Kohnert, Dirk (2018a): Britain, Brexit and Africa. ROAPE-blog, *Review of African Political Economy,* published on 31 October 2018

Kohnert, Dirk (2015): Horse Trading on EU-African Economic Partnership Agreements. *Review of African Political Economy*, 41 (2015) 143: 141-147

Kohnert, Dirk (2005): Monetary Unions - Dominated by the North? The CFA-Zone and the CMA - On the relevance of rational economic reasoning under African conditions. In: Fritz, Barbara / Metzger, Martina (eds.)(2005): New Issues in Regional Monetary Coordination - Understanding North-South and South-South Arrangements, Palgrave Macmillan, Houndmills, Basingstoke, Hampshire, pp. 177-187

Kohnert, Dirk (1994): Die Krise der Communauté Française Africaine [The crisis of the French African Community, CFA], *Internationale Politik und Gesellschaft*, 1994.4:385 – 396

Langan, Mark (2016); Brexit and Trade Ties between Europe and Commonwealth States in Sub-Saharan Africa: Opportunities for Pro-poor Growth or a Further Entrenchment of North-South Inequalities?, *The Round Table*, 105:5, 477-487, DOI: 10.1080/00358533.2016.1233758

Lottersberger, Lukas (2018): Musikalischer Protest gegen eine „koloniale Währung". Vienna: Radio FM4, 6 August 2018

Mbembe, Achille (2010): Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée. Paris: La Découverte

M'Bet, Allechi & Madeleine A. Niamkey (1994): Evaluating the net gains from the CFA Franc Zone membership: A different perspective. *World Development,* 1994, vol. 22, issue 8, 1147-1160

Mendez-Parra, Max & Dirk Willem te Velde & L Alan Winters (2016): The impact of the UK's post-Brexit trade policy on development. London: ODI, UK Trade Policy Observatory (UKTPO)

Mollon, Fabien (2018): Bande dessinée : la Françafrique pour les nuls. Paris: Le Monde Afrique, . 17 December 2018

Nkoyock, Alain (2016) : Brexit : les leçons que les panafricanistes devraient en tirer. Jeune Afrique, 01 juillet 2016

Nubukpo, Kako & Bruno Tinel & Martial-Ze Belinga (eds.)(2016): Sortir l'Afrique de la servitude monétaire : A qui profite le franc CFA ? Paris: La Dispute

Nunes, Isabel Ferreira (2011): Civilian, normative, and ethical power Europe: Role claims and EU Discourses. *European Foreign Affairs Review*, 6(1), pp. 1–20

Olivié, Iliana & Aitor Pérez (2018: The impact of Brexit on aid: Divorce or marriage of convenience?, ECDPM *Great Insights* magazine, Summer 2018 (volume 7, issue 3), pp. 24-26

Pigeaud, Fanny & Ndongo Samba Sylla (2018): L'arme invisible de la Françafrique - Une historie du Franc CFA. Paris: La Découverte

Pilling, David (2018): Vincent Bolloré is a victim of changing times for France in Africa. London: *Financial Times*, 2 May 2018

Price, Sophia (2018): Brexit and the UK-Africa Caribbean and Pacific Aid Relationship. *global policy*, Volume9, Issue3, pp. 420-428, 18 April 2018, https://doi.org/10.1111/1758-5899.12558

Robinson, Pearl T. (1994): The National Conference Phenomenon in Francophone Africa. *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 36, No. 3 (July, 1994), pp. 575-610

Romei, Valentina & Federica Cocco (2018): Can UK trade with Africa start to fill gap left by Brexit? Theresa May attempts to reverse Britain's declining share of Africa trade in 3-day tour. London: *Financial Times*, August 29, 2018

RAS-APPG (2017): The Future of Africa-UK Trade and Development Cooperation Relations in the Transitional and Post Brexit Period. London: Africa All Party Parliamentary Group & Royal African Society,

RFI (2016) : Quelles sont les conséquences du Brexit pour l'Afrique? Paris : Radio France Inernationale, 24.June.2016

Sylla, Ndongo Samba (2018): The CFA Franc: French Monetary Imperialism in Africa. London: London School of Economics, *Firoz Lalji* - Centre for Africa, Africa at LSE blog

Tan, Amelia (2016): Africa after Brexit. African economies may be severely affected by Britain's exit. New York: United Nations, *Africa Renewal*, August - November 2016

Thorel, Julien (2013): Der schwierige Abschied von der "Françafrique". Die französische Afrikapolitik zwischen Kontinuität und Wandel. Bonn: Bundeszentrale für Politische Bildung (bpb), 2 August 2013

Togo First (2019): Brexit : quel impact d'un « no-deal » pour le Togo et ses voisins ? Lomé: *Togo-First,* 23 avril 2019

Troitiño , David Ramiro & Tanel Kerikmäe & Archil Chochia (2018): De Gaulle and the British Membership in the European Communities. In: Troitiño et al (eds.): *Brexit - History, Reasoning and Perspectives*. London: Springer, pp. 83-98

UN-SA (2019): African Union launches 2019 Year of Refugees, Returnees and Internally Displaced People. Pretoria: United Nations in South Africa, 13 February 2019

Westcott, Nicholas (2018): Breaking away? The developing world and the future of multilateralism. *Africa, Europe and Britain after Brexit. Thematic focus: Beyond Brexit. Great Insights*, *7 (2018).3: 11 – 13*

Verschave, François-Xavier (2005): De la Françafrique à la Mafiafrique. Paris: Tribord

Verschave, François-Xavier (1999): La Françafrique, le plus long scandale de la République. Paris: Ed. Stock

Wesseling, H.L. (2004): The European Colonial Empires, 1815-1919. London: Routledge

Wheatley, Jonathan (2017): Ivorian prime minister warns of Brexit fallout. UK's vote to leave EU could have unintended effect on cocoa farms in West Africa. London: Financial Times, September 20, 2017

Zeufack, Albert (2016): Brexit: les effets directs seront négligeables pour l'Afrique, selon un économiste de la BM (APA). Chamber of Commerce & Industries, Côte d'Ivoire

**Abstract**: Whereas the impact of Brexit on Anglophone Africa was a major issue in the controversial British discussions on the pros and cons of Brexit, possible repercussions on French-speaking Africa have been rarely mentioned up to now. If at all, mostly indirect general effects were declared, both concerning the former British Empire in Africa and *a fortifori* for the former French colonies as well. Yet, the range of possible Brexit effect is impressive. It spreads from direct influence on farm-gate cocoa-prices in the CFA-currency regions and subsequent percussions on the state budget of these countries, over more indirect effects, e.g. on the cooperation between CEMAC, WAEMU and the EU concerning EDF-programs of which Great Britain has been a major contributor so far, as well as enforced re-negotiation of controversial EPAs, to the revival of progressive social networks in Francophone Africa. The latter are already demanding more political and economic sovereignty, for example with respect to the increasingly anachronistic F CFA currency. Yet, in view of the lack of countervailing power of Britain within the EU in the case of Brexit, the murky network of Françafrique could be re-vitalized and consolidated as well. This impacts also on the revival of the long-standing controversy on the ill-adapted and increasingly anachronistic F CFA. Last, but not least, British application for EU membership had been vetoed two times by France in 1963 and November 1967. Arguably, this veto has direct links to the British Brexit vote of 2016. African activists already demand a genuine African debate and a referendum on these issues similar to the Brexit vote. More generally, the Brexit will also impact negatively on acquired ethics concerning popular participation, both in Europe and in Africa.